

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/35/Add.1/Rev.2
20 octobre 1998

(98-4074)

Comité des subventions et des mesures compensatoires

RAPPORTS SEMESTRIELS PRÉSENTÉS AU TITRE DE L'ARTICLE 25:11 DE L'ACCORD

Révision

1. Les Membres ci-après ont fait parvenir au Secrétariat des rapports semestriels sur les décisions prises par eux en matière de droits compensateurs pendant la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 1997: Afrique du Sud, Argentine, Australie, Canada, Communauté européenne, États-Unis, Mexique, Nouvelle-Zélande et Pérou. Ces rapports ont été distribués dans la série de documents G/SCM/N/35/...

2. Les Membres ci-après ont informé le Comité qu'ils n'avaient pas pris de décisions en matière de droits compensateurs pendant la période en question:

Bahreïn	Inde	République dominicaine
Bolivie	Indonésie	République slovaque
Brésil ¹	Islande	République tchèque
Brunéï Darussalam	Israël	Roumanie
Bulgarie	Japon	Singapour
Chili	Liechtenstein	Slovénie
Colombie	Macao	Sri Lanka
Corée	Malaisie	Thaïlande
Costa Rica ²	Malte	Trinité-et-Tobago
Cuba	Mongolie	Tunisie
El Salvador	Norvège	Turquie
Équateur	Ouganda	Uruguay
Fidji	Pakistan	Venezuela ¹
Guatemala	Panama	Zambie
Honduras	Paraguay	Zimbabwe
Hong Kong, Chine	Philippines	
Hongrie	Pologne	

3. Les Membres ci-après n'ont pas fait parvenir de rapport au Secrétariat: Angola, Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chypre, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Égypte, Émirats arabes unis, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guinée, Rép. de, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Iles Salomon, Jamaïque, Kenya, Koweït, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Qatar, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Sénégal, Sierra Leone, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Tchad et Togo.

¹ Ces Membres ont également indiqué que des mesures compensatoires étaient en vigueur au 31 décembre 1997.

² Ce Membre a également indiqué qu'il n'appliquait aucune mesure compensatoire au 31 décembre 1997.